

## **L'effet de la bonne gouvernance sur le développement durable dans la ville d'Abidjan : rôle médiateur des technologies de l'information**

## **The effect of good governance on sustainable development in the city of Abidjan: mediating role of information technologies**

**KONE Saindou**

Enseignant-chercheur

Unité de Formation et de Recherche des Sciences Economiques et de Gestion

Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY/Cocody

Laboratoire des Sciences de l'Organisation

Côte d'Ivoire

**COULIBALY Issa**

Enseignant-chercheur

Unité de Formation et de Recherche des Sciences Economiques et de Gestion

Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY/Cocody

Laboratoire des Sciences de l'Organisation

Côte d'Ivoire

**Date de soumission :** 13/07/2024

**Date d'acceptation :** 10/08/2024

**Pour citer cet article :**

KONE S. & COULIBALY I. (2024) «L'effet de la bonne gouvernance sur le développement durable dans la ville d'Abidjan : rôle médiateur des technologies de l'information», Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 7 : Numéro 3 » pp : 984 - 1007

## Résumé

Les questions relatives au changement climatique intéressent aussi bien les gouvernants que les populations qui subissent les conséquences néfastes des perturbations climatiques. Ces dernières mettent à mal l'environnement mais aussi et surtout la subsistance et la vie des populations à travers le monde entier. Il s'agit d'une question qui interpelle notre conscience vis-à-vis d'une gestion plus responsable de notre environnement global et immédiat dans nos différentes agglomérations. C'est pourquoi cet article cherche à analyser l'effet de la bonne gouvernance sur le développement durable dans la ville d'Abidjan via les technologies de l'information à partir des approches scientifique et celle des institutions internationales. Deux études ont été menées, l'une qualitative et l'autre quantitative auprès d'un échantillon de 102 personnes physiques, morales et institutions à Abidjan. Il ressort des résultats, après l'analyse de contenu, les statistiques descriptives et l'Analyse en Composantes Principales (ACP) que la bonne gouvernance contribue au développement durable à Abidjan par l'intermédiaire des technologies de l'information. Ces dernières constituent un levier d'information, de formation et de sensibilisation impactant positivement la bonne gouvernance et le développement durable même si leur usage doit faire l'objet d'une gestion plus rigoureuse afin de préserver l'intérêt des parties prenantes des questions environnementales.

**Mots-clés :** Gouvernance ; développement durable ; technologies ; changement climatique ; responsabilité.

## Abstract

Climate change issues are of interest to both governments and populations who suffer the harmful consequences of climate disruptions. The latter undermine the environment but also and above all the subsistence and lives of populations throughout the world. This is an issue that challenges our conscience with regard to more responsible management of our global and immediate environment in our various agglomerations. This is why this article seeks to analyze the effect of good governance on sustainable development in the city of Abidjan via information technologies based on scientific approaches and those of international institutions. Two studies were conducted, one qualitative and the other quantitative with a sample of 102 individuals, legal entities and institutions in Abidjan. The results, after content analysis, descriptive statistics and Principal Component Analysis (PIA), show that good governance contributes to sustainable development in Abidjan through information technology. The latter constitute a lever for information, training and awareness-raising that has a positive impact on good governance and sustainable development, even if their use must be managed more rigorously in order to preserve the interests of stakeholders in environmental issues.

**Keywords:** Governance ; sustainable development ; technologies ; climate change ; responsibility.

## Introduction

En Côte d'Ivoire, les facteurs climatiques, notamment la pluviométrie et la température, connaissent de fortes variations dues aux bouleversements climatiques. Les perturbations pluviométriques observées dans le pays depuis des décennies exposent l'agriculture à de nombreux problèmes dont la baisse des rendements, la perte des semences, l'abandon de certaines cultures et la modification des calendriers agricoles (Agoh & Augustin, 2016 ; N'da, 2016). Ainsi l'instabilité de la production agricole qui s'en suit crée des perturbations économiques et sociales dans plusieurs régions ivoiriennes.

Par ailleurs, les prévisions du rapport national sur le climat et le développement de la Côte d'Ivoire de la Banque mondiale sur la période 2023-2050 font état de l'augmentation de la température sous l'impulsion du changement climatique de 1 à 4 degrés Celsius, de l'élévation du niveau de la mer de 30 cm et de précipitations de plus en plus irrégulières. Cette tendance pourrait entraîner des pertes annuelles du PIB de 3 à 4,5% entre 2020-2030, et atteindrait 12,9% du PIB d'ici à 2050 (Banque mondiale, 2023:13). Le rapport de l'institution financière internationale indique également que 80% des entreprises ivoiriennes interrogées sont déjà touchées par les impacts du changement climatique et que ces derniers grèvent les revenus, les coûts et les investissements (Banque mondiale, 2023:14).

Au-delà des effets néfastes du changement climatique sur l'environnement, sont en cause les activités humaines, sources de certaines inondations et de diverses pollutions (sol, air, écosystème marin et côtier, espaces verts,...). En 2015, les pertes financières relatives aux conséquences du mauvais assainissement à Abidjan étaient estimées à 275.608.946.800 F CFA (Coulibaly, Eba Konin & Anoh, 2018 : 109) tandis qu'on enregistrait en 2022 au plan humain, 50 décès (CNS, 2022 : 12). Le consensus général qui se dégage des conséquences des activités anthropiques est que les changements de température et de précipitations futures entraîneront des changements dans les régimes des terres et des eaux qui affecteront par la suite la productivité agricole. Ainsi (Läderach, Martinez-Valle, Schroth & Castro, 2013 : 841) prédisent que plusieurs zones de productions cacaoyères ivoiriennes ne seront plus adéquates d'ici 2050 à cause du changement climatique, d'où la diminution ou même la disparition de plusieurs spéculations agricoles.

Abidjan, capitale économique ivoirienne subit sans discontinuité depuis une dizaine d'années les effets néfastes du changement climatique qui causent chaque année, des dégâts matériels et humains impactant négativement la vie des abidjanais. Une telle situation aggravée par l'action de l'homme est intenable si l'on veut assurer à Abidjan, un développement

responsable et inclusif. Les activités anthropiques à Abidjan affectent les conditions de vie et d'existence des populations (Dongo, Kouamé, Koné, Bièm, Tanner & Cissé, 2008 : 1). Dans ces conditions, quelle gouvernance promouvoir pour limiter l'impact des activités humaines sur le changement climatique à Abidjan ? Quels moyens de communication utilisés pour sensibiliser les parties prenantes des questions environnementales dans la capitale économique ivoirienne ? Autrement dit, comment la bonne gouvernance peut-elle contribuer au développement durable à Abidjan via le recours aux technologies de l'information ?

L'intégration d'une gestion responsable des problèmes sociaux, économiques et environnementaux à travers une bonne gouvernance de l'environnement impliquant l'usage holistique des technologies de l'information apparaît comme un enjeu majeur pour les dirigeants d'un monde en proie à diverses formes de crise. Il s'agit d'une question qui interroge notre conscience en matière de responsabilité vis-à-vis de la société et de son avenir. L'objectif de cet article est d'analyser l'effet de la bonne gouvernance sur le développement durable à Abidjan sous le prisme de l'innovation à travers les technologies de l'information et de la communication. Pour ce faire, deux enquêtes ont été menées, l'une qualitative et l'autre quantitative. Les enquêtes ont porté sur cent deux personnes, associations et institutions à Abidjan. Les résultats montrent que la bonne gouvernance, créatrice de valeurs est un levier important contribuant significativement au développement durable dans la capitale économique ivoirienne via les technologies de l'information.

L'article est organisé en quatre parties. Après l'introduction, on aura le cadre théorique et conceptuel, l'approche méthodologique, la présentation des résultats, et avant de conclure, la discussion des résultats.

## **1. Cadre théorique et conceptuel**

Le cadre théorique et conceptuel va analyser les écrits théoriques sur la bonne gouvernance, faire une revue empirique, et enfin, présentera le cadre conceptuel de la relation entre la bonne gouvernance et le développement durable sous le prisme des innovations technologiques.

### **1.1. Cadre théorique**

La bonne gouvernance, terme polysémique, à l'origine se confond à l'application des règles au service de l'« art » de la gestion économique et politique, celui de « bien gérer ». Elle est entrée dans la littérature économique avec les travaux de (Coase, 1937) qui, dans une perspective de maximisation du profit de l'entreprise, arbitraient entre utiliser le marché pour

ses transactions, avec les coûts informationnels qui en résultent, ou les administrer en interne à travers la soumission à l'autorité d'un chef d'entreprise.

La gouvernance s'inscrit dans deux approches : l'approche scientifique et l'approche des institutions internationales avec un caractère technocrate.

L'approche scientifique avec de nombreux usages s'inspire des sciences économiques. Dès lors, la gouvernance est perçue comme l'ensemble des procédures institutionnelles, des rapports de pouvoir et des modes de gestion publics ou privés formels aussi bien qu'informels qui régissent notamment l'action politique réelle (Hermet, 1998 : 114). Cette approche promeut la recherche de réponses à des défis sociétaux dans un cadre concerté. Ainsi la gouvernance apparaît comme un processus de coordination d'acteurs, de groupes sociaux et d'institutions en vue d'atteindre des objectifs définis et discutés collectivement (Le Galès, 2004). Elle concerne essentiellement les modes d'organisation et de régulation du « vivre ensemble » des sociétés, du niveau local au niveau mondial, et la production de règles du jeu communes. [...] Elles seront d'autant plus légitimes que, loin d'être imposées « d'en haut », elles résulteront d'un processus d'élaboration collective, guidé par la recherche de réponses aux défis communs, conformément à des valeurs explicitées et partagées (Lacroix & Saint-Arnaud, 2012).

L'approche par les institutions internationales revêt un caractère technocrate adopté les praticiens des organisations internationales. Le noyau dur de la conception initiale de la gouvernance par les institutions internationales se limite au fonctionnement efficace d'un gouvernement visant à réduire les dimensions de l'Etat par la privatisation des organisations paraétatiques et à améliorer l'administration des fonds d'aide au développement (Yenikoyé, 2007 : 9). Elle implique également la capacité du gouvernement à diriger efficacement ses ressources, à implanter des bonnes politiques et à respecter les citoyens à travers les interactions économiques et sociales qui existent entre la population et l'Etat (Kaufmann & Kraa, 2007 : 6). Pour l'Union Africaine, à travers la Charte de la démocratie en son article 2, alinéa 6, la gouvernance consiste à instaurer, renforcer, et consolider la bonne gouvernance par la promotion de la pratique et de la culture démocratiques, l'édification et le renforcement des institutions de gouvernance et l'inculcation du pluralisme et de la tolérance politiques (Kitené, 2018). La gouvernance apparaît alors comme une solution aux défis qui interpellent les pays en développement et qui obligent à repenser le processus d'interaction par lequel les acteurs étatiques et non-étatiques conçoivent et appliquent les politiques publiques (Banque mondiale, 2017 : 2).

Les précédentes approches théoriques, non hétérogènes, convergent plutôt vers la lutte contre la corruption donnant ainsi à la bonne gouvernance, et à sa mesure, une importance capitale dans le cadre des réformes institutionnelles dans l'économie des pays émergents. Cette perception de la bonne gouvernance lui a valu de nombreuses études empiriques.

## 1.2. Revue empirique

Plusieurs travaux menés par différents auteurs mettent en exergue la place prépondérante de la bonne gouvernance dans l'appréciation des agents économiques vis-à-vis des pouvoirs publics quant à leur capacité à mettre en œuvre une gestion intégrée et inclusive. Dès lors, la bonne gouvernance est perçue comme un mode de gestion visant la consolidation de l'émergence d'une société démocratique à même de créer des mécanismes nationaux institutionnels efficaces là où les institutions formelles sont encore défaillantes.

Si les liens de causalité entre divers facteurs et la confiance ne sont pas toujours aussi évidents qu'on le présente souvent, les travaux de recherche menés dans le cadre du projet TrustLab de l'OCDE montrent qu'un degré élevé d'intégrité publique est la caractéristique la plus fortement corrélée à la confiance envers les pouvoirs publics (Murtin, Siegerink, Aassve, Algan, Boarini, Gonzalez, Nabulega & Uwizeyimana, 2019). De plus, on observe une étroite corrélation entre l'efficacité et l'efficacités dont fait preuve une administration pour mener des politiques et assurer des services qui répondent réellement aux besoins des citoyens, et la confiance à l'égard des pouvoirs publics. Les éléments empiriques de plus en plus nombreux réunis par les spécialistes des sciences comportementales montrent qu'en mettant l'accent sur l'attachement à l'intégrité aux plus hauts niveaux politiques et hiérarchiques, on oriente la perception de l'intégrité dans l'ensemble du secteur public et de la société (OCDE, 2018).

Pour (Meisel & Ould Aoudia, 2008 : 1179) la « bonne gouvernance » est présentée comme une solution universelle permettant de générer la confiance nécessaire à la croissance économique. Ainsi il est demandé aux pays en développement de s'approprier cet outil, formulé comme un ensemble de mesures techniques, pour que le processus de développement s'amorce. Selon de nombreuses études la relation entre la bonne gouvernance, le revenu et le niveau de développement des pays est établi. Ici l'implication citoyenne apparaît comme un gage de transparence de la gouvernance publique favorisant la reddition des comptes. La participation s'articule à l'intersection de deux dynamiques. Une première où l'État répond aux besoins de la société (par le biais de la représentation politique) et une seconde où l'État n'est que l'une des parties prenantes de l'espace public, mais facilite les occasions de

rencontre, d'information, de délibération et de prise de décision pour et par la société civile (IFDD, 2022 : 1 ; Yeo, 2021 : 12). Par ailleurs la bonne performance enregistrée dans le domaine thématique du développement socio-économique de 2008 à ce jour dans 55 pays africains découle des performances satisfaisantes en matière de gouvernance et de gestion économiques ainsi que de gouvernance d'entreprise (MAEP, 2019 : 31).

La contribution de la bonne gouvernance au développement inclusif est boostée dans une large mesure par l'utilisation de l'innovation technologique. Les travaux de (Osborne & Brown, 2013 : 94) démontrent l'importance grandissante de l'innovation ainsi que l'intérêt qu'elle suscite en tant que moyen d'améliorer l'efficacité des services du secteur public. Selon le (CDDG, 2021 : 66) la transformation numérique offre des possibilités de renforcer la démocratie par la mise en œuvre de principes de bonne gouvernance démocratique à travers la participation, la réactivité, l'effectivité et l'efficacité, l'ouverture et la transparence, la responsabilité, l'Etat de droit, l'éthique, les compétences et les capacités, l'innovation,...

En dépit du succès de la bonne gouvernance dans le développement inclusif des pays à partir d'une forte capacité institutionnelle, certains travaux mettent toutefois en cause son efficacité. Selon certaines études, la bonne gouvernance n'est pas une solution immuable dans la mesure où certaines économies se sont développées sans y recourir. A partir de 1960 de nombreux pays de l'Asie de l'Est dont Hongkong, Singapour, la Corée, Taiwan, la Malaisie, la Thaïlande, l'Indonésie, le Vietnam et la Chine, ont amorcé une accélération durable de la croissance économique. Or, ces pays ont adopté dès l'origine une stratégie qui n'a pas emprunté à la prescription standard des institutions financières internationales : ils ont combiné forces du marché et intervention de l'État, selon une recette propre à chacun d'eux et élaborée en leur sein (Régnier, 2007 : 73). Ainsi, la situation des pays doit être analysée selon le degré de dépersonnalisation de leur système de régulation économique, politique et sociale. En effet, les sociétés développées ont suivi une longue marche allant de systèmes sociaux construisant la confiance sur la base de relations interpersonnelles à une échelle limitée, vers des systèmes dans lesquels la confiance est avant tout systémique, fondée sur des relations de droit impersonnelles et universelles (Meisel & Ould Aoudia, 2008 : 1165). Ainsi, l'injonction faite aux pays en développement, de progresser coûte que coûte vers les systèmes de régulation économique, politique et sociale formalisés qui prévalent dans les pays développés ne donne pas toujours les résultats escomptés. Selon (Uzunidis & Yacoub, 2008 : 110) ces systèmes empreints d'une forte dose de totalitarisme, sont imposés sans débat préalable, à

partir d'une conception dogmatique de l'économie, à savoir la suprématie du marché et de la concurrence sans considération du processus historique des pays concernés.

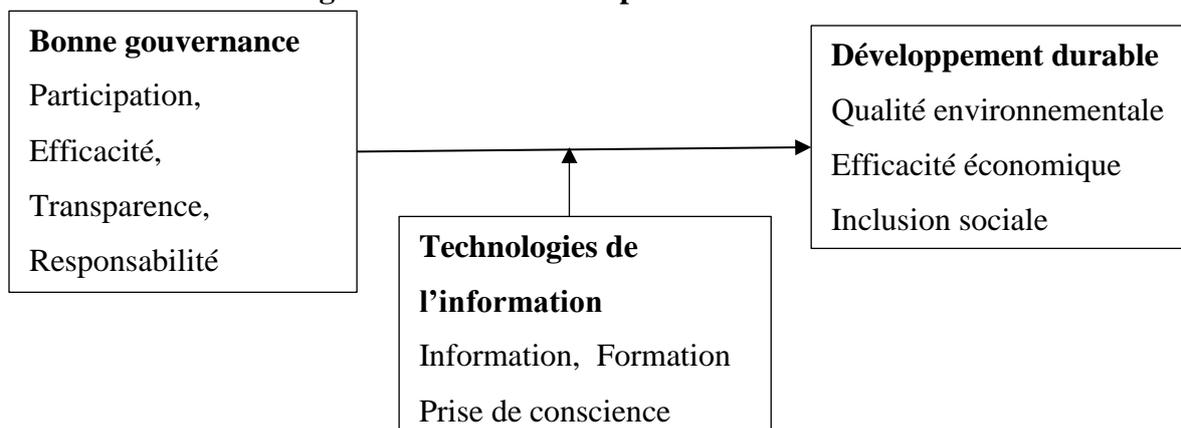
Au-delà des avis divergents sur la portée de la bonne gouvernance, elle contribue toutefois largement au développement inclusif et soutenable de nombreux pays (HILMI et al., 2020). Le cadre conceptuel permet de mieux analyser le rôle de la bonne gouvernance comme élément précurseur du développement durable via les technologies de l'information.

### 1.3. Le cadre conceptuel de la recherche

L'effet de la bonne gouvernance sur le développement durable semble établi à partir d'une utilisation rationnelle des technologies de l'information. L'effet de la bonne gouvernance à travers ses composantes (participation, efficacité, transparence et responsabilité) sur le développement durable est impacté par les technologies de l'information via des flux de données flexibles qui informent, contribuent à la formation et sensibilisent les différentes parties prenantes des questions environnementales. Le développement est analysé à partir de trois piliers essentiels (l'environnement, l'inclusion sociale et l'économie). L'aspect environnemental tient compte de la préservation et de la restauration des écosystèmes naturels tout en veillant particulièrement à minimiser les conséquences néfastes des activités humaines sur l'environnement. Sur le plan social, le développement durable vise à favoriser l'équité sociale en assurant un accès équitable aux ressources et aux opportunités dans le respect total des droits humains fondamentaux. En troisième lieu, sur le plan économique, le développement durable a pour objectif d'encourager une croissance économique inclusive et durable susceptible de générer des emplois avantageux, de stimuler l'innovation et de renforcer la résilience économique (Kourad, 2024 : 185).

Ces différentes relations entre bonne gouvernance, technologies de l'information et développement durable caractérisent notre modèle conceptuel (figure 1).

**Figure 1 : Modèle conceptuel de la recherche**



Source : élaboration des auteurs

Les citoyens ont pris conscience des avantages de la transformation numérique et demandent aux pouvoirs publics d'être plus transparents et plus réactifs, et d'adopter des mécanismes plus nombreux et plus innovants de participation des parties prenantes aux processus de l'action publique et d'affectation des ressources. Les données concrètes montrent que la promotion de l'innovation dans le secteur public est une priorité absolue pour promouvoir une bonne gouvernance publique dans bon nombre de pays développés (OCDE, 2021 : 60). Une plus forte évolution technologique permet à Internet de devenir une force dans la mobilisation des fonds, l'évaluation des résultats et le partage, la présentation des perspectives et la mobilisation des individus pour l'action politique (Kahne & Bowyer, 2018 : 471). Les avancées en matière technologique et d'innovation rendues possibles par la quatrième Révolution industrielle (4RI) déracinent et changent la façon dont les sociétés exercent leurs activités quotidiennes, y compris économiques (Nalubega & Uwizeyimana, 2019). Ces innovations et avancées technologiques renvoient à un ensemble de technologies transformatrices qui remodelent des systèmes sociaux, économiques et politiques, tout en mettant les dirigeants et les stratèges politiques du monde entier sous pression (Peter, 2020 : 58). Dans cette perspective, nous avons formulé l'hypothèse H1 : la bonne gouvernance s'améliorerait avec l'utilisation des technologies de l'information.

Pour (Kahne & Bowyer, 2018 : 472) l'atout le plus fascinant des innovations technologiques transformatrices (ITT) telles que les réseaux sociaux demeure leur capacité à permettre aux citoyens de se connecter et de s'organiser avec peu de moyens, et au monde de témoigner. Il est admis que les ITT facilitent l'échange d'informations vitales pour la promotion de l'efficacité dans divers aspects de la vie, y compris la gouvernance et la sphère politique (Peter, 2020 : 62-63). Des réseaux tels que Facebook et Twitter sont devenus des outils d'évaluation standards pour les citoyens, leurs représentants et les gouvernements, qui leur donnent la possibilité de communiquer et d'échanger des points de vue, des avis et des propositions d'action politique (Körner, 2019 : 2 ; Jotia, 2018 : 272). De même, des ITT telles que les drones ont servi à améliorer le secteur de la santé dans des pays comme le Rwanda et la Tanzanie, et plus récemment, au Ghana. En outre les cours en ligne ouverts et massifs (CLOM) ont également été sollicités pour accroître l'accès à l'éducation dans des universités en Afrique et ailleurs dans le monde (Nalubega & Uwizeyimana, 2019 : 5). Compte tenu de tout ce qui précède, nous formulons l'hypothèse spécifique H2 : les technologies de l'information contribueraient positivement à la prise de conscience collective vis-à-vis des questions environnementales.

Pour (LeBlanc, Monteferrante & Verreault, 2021 : 48) la protection des écosystèmes dans lesquels nous vivons est certainement l'un des enjeux prioritaires du XXI<sup>e</sup> siècle et la solution se trouve certainement dans notre capacité à mobiliser les environnements humains (numérique, juridique, économique, psychologique, éthique, etc.). La transformation digitale, qui s'accompagne de la disponibilité d'un plus grand volume de données, peut améliorer l'élaboration des politiques et contribuer à faire chuter les coûts de l'expérimentation et de l'évaluation des politiques (Johnstone, Agrawala & Cornago, 2019 : 19).

Selon le Comité européen sur la Démocratie et la Gouvernance, la combinaison de nouvelles sources de données importantes avec des algorithmes d'apprentissage automatique avancés améliore radicalement les méthodes de fonctionnement du secteur public, ouvrant ainsi la voie à des modèles de prestation de services publics proactifs et libérant les organisations aux ressources limitées des tâches banales et répétitives (CDDG, 2021 : 54-66). Pour le Comité la technologie, en particulier les technologies numériques axées sur les données, peut aider à traiter de problèmes tels que la pollution, les embouteillages et la criminalité au sein des municipalités promouvant ainsi des villes intelligentes, plus durables, plus résilientes et inclusives. Par ailleurs, pour l'union européenne, la numérisation du secteur public qui a connu une accélération rapide dans le contexte de la pandémie de Covid-19 a grandement contribué à la résilience de l'action publique, permettant aux institutions démocratiques de continuer à fonctionner et aux services publics d'être fournis. Sur cette base, nous avons formulé l'hypothèse H3 : le développement inclusif serait impacté par le recours des acteurs du développement aux technologies de l'information.

Pour mieux analyser l'impact de la bonne gouvernance sur le développement inclusif et soutenable à Abidjan, une méthodologie a été adoptée.

## **2. METHODOLOGIE DE RECHERCHE**

Ici, seront présentées, la nature et la collecte de données, puis les méthodes d'analyse des données recueillies.

### **2.1. La nature et la collecte des données**

Dans le cadre de notre étude, les données recueillies sont aussi bien qualitatives que quantitatives car elles sont complémentaires pour une meilleure analyse de l'effet de la bonne gouvernance sur le développement durable dans la ville d'Abidjan avec comme variable intermédiaire ; les technologies de l'information. Dans ce cadre, un guide d'entretien et un questionnaire ont été retenus comme outils de collecte de données auprès des principales

parties prenantes dans l'avènement d'une ville durable. La taille de l'échantillon a été déterminée selon la règle générale de (Hair, Anderson, Tashakkori & Black, 1998) auprès de cent deux (102) sujets dont cinquante-deux personnes physiques et cinquante personnes morales et institutions dans la ville d'Abidjan. Selon ces auteurs, la règle générale est d'avoir un ratio de 10 sujets par variable insérée dans l'analyse. Dans notre cas, avec dix (10) variables, on a opté pour cent deux (102) sujets (tableau 1).

**Tableau 1: Répartition de l'échantillon**

Elément		Effectif	Pourcentage
Personnes physiques		52	50,98
Personnes morales et institutions	Ministère des Eaux et Forêts	01	0,98
	Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique	01	0,98
	Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	01	0,98
	Ministre de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la lutte contre la Pauvreté	01	0,98
	Partenaire financier et technique	06	5,88
	Agence Nationale de l'environnement (ANDE)	03	2,94
	Office National de l'Assainissement et du Drainage	01	0,98
	Centre Ivoirien d'Antipollution (CIAPOL)	01	0,98
	District Autonome d'Abidjan	06	5,88
	Mairies	10	9,80
	ONG	12	11,77
	Associations de défense des droits de l'homme	07	6,87
Total		102	100

*Source* : élaboration des auteurs

Ne maîtrisant pas totalement la liste des éléments de la base de sondage, notamment celle des personnes physiques, nous avons opté pour l'échantillonnage empirique (échantillonnage par convenance). Ainsi, nous avons privilégié trois catégories d'acteurs qui jouent un rôle déterminant dans la gouvernance environnementale et économique dans la ville d'Abidjan : les personnes physiques, les personnes morales et les institutions.

Pour ce qui est des cinquante-deux personnes physiques, elles ont été choisies dans les dix communes d'Abidjan en tenant compte du genre (52,20% d'hommes et 47,80% de femmes) et du poids démographique (RGPH, 2021), d'où le tableau 2.

**Tableau 2 : Répartition des personnes physiques enquêtées par commune**

Commune	Taille de l'échantillon	Genre		Pourcentage
		G	F	
Abobo	13	6	7	25
Adjamé	4	2	2	7,70
Attécoubé	3	1	2	5,77
Cocody	6	3	3	11,54
Koumassi	5	3	2	9,61
Marcory	2	1	1	3,85
Plateau	1	0	1	1,92
Port-Bouët	5	2	3	9,61
Treichville	1	1	0	1,92
Yopougon	12	6	6	23,08
<b>Total</b>	<b>52</b>	<b>25</b>	<b>27</b>	<b>100</b>

*Source* : nos enquêtes

Les enquêtes ont été menées sur une durée de trois semaines (du 10 au 30 avril 2024) aussi bien dans des bureaux que sur le terrain.

Différents items ont été abordés dans le guide d'entretien utilisé lors de l'enquête qualitative. Il s'est agi de collecter des informations sur la connaissance des mécanismes de la bonne gouvernance, son importance, sa relation avec le développement inclusif, les technologies de l'information, la lutte contre la corruption, l'incivisme, la transparence, l'éthique, la redevabilité, l'Etat de droit. Les entretiens ont été menés durant trente (30 mn) auprès de toutes les unités de sondage (102 personnes) sur la base d'un guide d'entretien comportant quinze (15) questions. Les profils ayant répondu aux entretiens concernent les leaders d'association, les responsables en charge des questions environnementales au sein des ministères sectoriels, des mairies, du District autonome d'Abidjan, des ONG et des partenaires techniques au développement. Quant au questionnaire, composé de quinze (15) questions, il a été administré également aux personnes et institutions sélectionnées dans la

ville d'Abidjan. Le questionnaire, bâti autour des variables de l'étude, a intégré différents indicateurs de mesure (tableau 3).

Ici, la régression multiple a permis de tester les hypothèses du modèle. L'ACP a permis aussi d'extraire les facteurs principaux, de définir la dimensionnalité du construit et de regrouper les items mesurant le même aspect du concept étudié.

**Tableau 3 : Variables de l'étude et les indicateurs de mesure correspondants**

Variabes d'étude	Indicateurs	Abréviation
La participation	Connaissance des mécanismes de bonne gouvernance	I1
	Appropriation des bonnes pratiques de gestion participative	I2
	Existence de structures d'information et de sensibilisation	I3
La transparence	Existence de structures de veille	I4
	Existence de mécanismes de dénonciation sécurisés	I5
	Existence d'une justice inclusive et équitable	I6
L'efficacité	Gestion Axée sur les Résultats (GAR)	I7
	Réactivité avec les organismes en charge de la gouvernance	I8
	Traitement diligent et anonyme des dénonciations	I9
La responsabilité	Existence d'une charte de bonne gouvernance	I10
	Formation au civisme et à la citoyenneté	I11
	Promotion du principe de redevabilité/reddition des comptes	I12
Le développement inclusif	Méthode Active de Recherche Participative (MARP)	I13
	Accès des populations aux services sociaux de base	I14
	Calcul et diffusion d'indicateurs de mesure de gouvernance, sociale, économique et environnementale	I15

*Source* : nos enquêtes

Les informations collectées lors des deux enquêtes ont fait l'objet d'analyse.

## 2.2. Les méthodes d'analyse des données

Une analyse systématique et objective de contenu a été menée sur les données qualitatives en vue de répertorier les sentiments et perceptions des différents sujets enquêtés sur la bonne gouvernance et le développement inclusif via les technologies de l'information. Ainsi, pour tirer le sens des données collectées, des verbatim représentatifs ont été regroupés par thème. L'Analyse en Composantes Principales (ACP) et les statistiques descriptives ont été utilisées pour traiter les données quantitatives. Le test de fiabilité, le test de dimensionnalité et celui de

validité ont constitué les trois étapes de l'ACP. Pour le test de fiabilité et de validité des échelles de mesure, l'ACP a été menée en mettant en exergue l'indice de Kaiser-Meyer-Olkin (KMO) (tableau 4).

**Tableau 4 : Dimensionnalité et fiabilité des échelles de mesure**

Variable	Structure dimensionnelle	Variable expliquée	Contribution factorielle	Fiabilité $\alpha$ cronbach	Test KMO
La participation	Connaissance	32,725	0,73	0,745	0,566
	Appropriation		0,75		
	Sensibilisation		0,82		
La transparence	Système de veille	15,212	0,72	0,776	0,554
	Dénonciation		0,81		
	Justice		0,65		
L'efficacité	GAR	21,478	0,69	0,762	0,608
	Réactivité		0,62		
	Diligence		0,65		
La responsabilité	Charte de conduite	59,849	0,75	0,806	0,658
	Civisme/citoyenneté		0,74		
	Redevabilité		0,66		
Le développement inclusif	MARP	70,545	0,72	0,754	0,543
	Commodités		0,88		
	Indicateurs d'inclusion		0,64		

*Source* : nos enquêtes

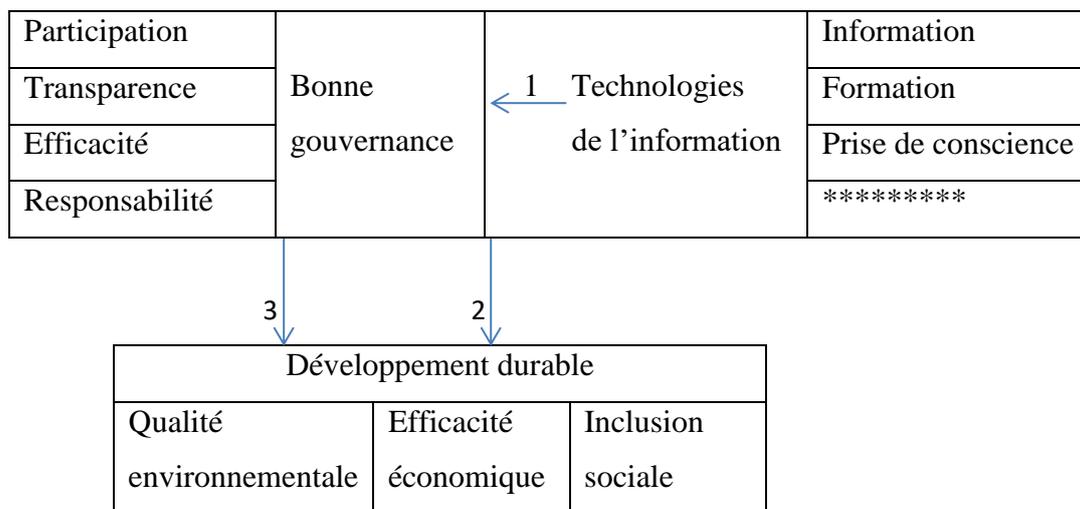
La multi dimensionnalité des variables de l'étude est établie. Notre échelle de mesure est réputée fiable car les tests de fiabilité sont significatifs. Les indices KMO sont tous supérieurs à 0,5. En effet, l'indice KMO ( $> 0,50$ ) montre que la distribution des valeurs est adéquate pour exécuter une analyse factorielle. Par ailleurs, il existe une forte corrélation entre la variable explicative ; la bonne gouvernance, à travers ses composantes (Participation, Efficacité, Transparence et Responsabilité) et la variable dépendante (Développement durable). Dès lors les données sont factorisables. L'analyse des données qualitatives et quantitatives a abouti à plusieurs résultats.

### 3. Résultats

Les résultats issus des enquêtes sont variés. Les analyses ont été menées à partir de l'analyse de contenu, des statistiques descriptives et de l'ACP.

A l'issue de l'étude qualitative, la figure 2 présente les interactions entre les composantes de la variable indépendante (bonne gouvernance), la variable médiatrice (technologies de l'information) et la variable dépendante (le développement durable).

**Figure 2 : Interactions entre bonne gouvernance, technologies de l'information et développement durable**



**Source** : nos enquêtes

Il ressort de la figure 3 l'existence d'interactions entre la bonne gouvernance, les technologies de l'information et le développement inclusif/durable. En effet, le recours des acteurs aux outils de technologie de l'information (réseaux sociaux, TV, vidéoconférences,...) qui permet une information rationnelle des acteurs participent à leur formation citoyenne qui débouche sur une prise de conscience du principe de redevabilité. Ainsi les citoyens de même que les gouvernants et les autres parties prenantes sont de plus en plus intéressés par la gestion transparente mettant en exergue la nécessité du contrôle citoyen de l'utilisation efficiente des deniers publics. Dès lors, la bonne gouvernance est promue par l'entremise des technologies de l'information (1). En outre, grâce à la prise de conscience induite par les technologies innovantes, les citoyens et autres acteurs sont sensibilisés aux questions environnementales impactant ainsi positivement leur comportement. Ce dernier entraîne une amélioration de la qualité environnementale, l'efficacité économique et l'inclusion sociale, autrement dit le développement durable (2). La bonne gouvernance promue par un accès accru des agents économiques aux technologies de l'information favorise les bonnes pratiques de gestion à

l'échelle des gouvernants constituant ainsi un outil précurseur au développement durable (3). Pour l'analyse quantitative, la régression multiple a été retenue pour étudier l'impact collectif des variables indépendantes (participation, transparence, efficacité et responsabilité) sur la variable dépendante (développement durable). A l'issue des calculs, on a obtenu les résultats suivants (tableau 5).

**Tableau 5 : Résultats de la régression multiple**

Variable dépendante	Variables indépendantes		Coefficient standardisé bêta	R <sup>2</sup>	F	P(F)
Développement durable	Composante 1	Participation	0,649	0,697	9,892	0,001 Confirmé
		Transparence				
	Composante 2	Efficacité	0,198		2,542	0,011 Confirmé
		Responsabilité				

*Source* : nos enquêtes

Les résultats de la régression multiple entre la variable dépendante et les variables indépendantes, permettent de montrer que les deux composantes de la bonne gouvernance influencent la variable dépendante ; développement durable. Les relations mises en exergue entre les composantes de la bonne gouvernance et le développement durable sont toutes positives. Ainsi, avec une valeur de  $R^2 = 0,697$ , on peut affirmer que le modèle a un très bon pouvoir explicatif. Le coefficient standardisé bêta des composantes participation et transparence est de 0,649 contre 0,198 pour les deux autres composantes (efficacité et responsabilité). Ainsi, les deux premières composantes que sont la participation et la transparence ayant le plus grand coefficient standardisé sont alors celles qui influencent le plus le développement durable dans la ville d'Abidjan.

Par ailleurs, pour conforter les premiers résultats obtenus de la régression multiple, une étude de corrélation a été menée afin d'apprécier la qualité de la relation entre les composantes de la bonne gouvernance et les technologies de l'information d'une part, et d'autre part entre les technologies de l'information et développement durable (tableau 6).

**Tableau 6 : Corrélation de Pearson entre composantes principales et développement durable**

Composantes variables indépendantes		Technologies de l'information	Développement durable
Participation	Corrélation de Pearson	0,656	
	Sig. (Bilatérale)	0,000	
	N	56	
Transparence	Corrélation de Pearson	0,466	
	Sig. (Bilatérale)	0,000	
	N	56	
Efficacité/responsabilité	Corrélation de Pearson	0,655	
	Sig. (Bilatérale)	0,000	
	N	56	
Innovations technologiques	Corrélation de Pearson		0,516
	Sig. (Bilatérale)		0,000
	N		56

*Source* : enquête des auteurs auprès des personnes physiques et morales

Au regard des données du tableau 6, on note que l'indice de corrélation entre la bonne gouvernance à travers ses composantes principales et les technologies de l'information est compris entre 0,466 et 0,656. Ainsi, il existe une relation positive et significative entre les composantes de la bonne gouvernance et les technologies de l'information qui induisent une prise de conscience des acteurs économiques vis-à-vis des questions environnementales dans la capitale économique ivoirienne. Ces données montrent que les hypothèses 1 et 2 sont vérifiées. En outre, on note un lien positif et significatif entre les innovations technologiques

et le développement durable (corrélation de Pearson de 0,516). Cette relation confirme ainsi l'hypothèse 3.

La bonne gouvernance, à travers ses composantes, la participation, la transparence, l'efficacité et la responsabilité débouche sur une gestion plus rationnelle et inclusive des problèmes de développement durable via la mise à contribution des technologies de l'information tributaires des innovations technologiques. En effet, les innovations technologiques permettent d'informer, de former et surtout d'induire une prise conscience des différents acteurs du développement quant à leur responsabilité dans la quête d'une gestion responsable des ressources naturelles. Dès lors apparaît un changement de paradigme vis-à-vis de l'environnement avec des attitudes éco citoyennes favorisant la mise en œuvre des stratégies de gestion environnementale. Ces actions débouchent sur le renforcement de la capacité de résilience des différents acteurs en charge des questions environnementales qui du reste sont d'ordre vital.

Pour une analyse plus poussée de la place de la bonne gouvernance dans la promotion d'un développement économique inclusif dans la ville d'Abidjan, la discussion des différents résultats issus de nos enquêtes s'impose.

#### **4. Discussion**

A travers cet article, il s'est agi d'analyser la place de la bonne gouvernance dans le développement durable sous le prisme de l'innovation à travers les technologies de l'information et de la communication dans la ville d'Abidjan. Pour ce faire l'effet de la bonne gouvernance sur le développement durable à Abidjan a été analysé à partir de l'approche scientifique (Hermet, 1998 ; Lacroix & Saint-Arnaud, 2012 ; Le Galès, 2004 ) et celle des institutions internationales qui revêt un caractère technocrate (Kaufmann & Kraa, 2007 ; Kitené, 2018 ; & Yenikoyé, 2007). A partir de l'étude menée, les résultats montrent que les pratiques de bonne gouvernance des différentes parties prenantes aux questions environnementales contribuent significativement et positivement au développement durable à Abidjan par le truchement des technologies de l'information.

Les résultats de l'étude qualitative indiquent l'existence d'interactions entre la bonne gouvernance, les technologies de l'information et le développement durable. Le recours des acteurs aux technologies de l'information (réseaux sociaux, drones, TV, vidéoconférences,...) favorise une information rationnelle qui participe à leur formation citoyenne qui débouche sur une prise de conscience du principe de reddition des comptes. Ces résultats sont conformes à

ceux des études menées par (CDDG, 2021 : 66 ; Osborne & Brown, 2013 : 94) où on note que l'usage des technologies de l'information améliore le comportement éco-citoyen, l'inclusion sociale et l'efficacité économique. Ainsi les bonnes pratiques de gestion sont promues.

Les résultats issus de la régression multiple montrent que les relations mises en exergue entre les deux composantes de la bonne gouvernance et le développement durable sont toutes positives. En effet avec une valeur de  $R^2 = 0,697$  cela confirme que la bonne gouvernance influence positivement le développement durable. Ces résultats sont conformes à ceux des études menées par le (MAEP, 2019 : 13 ; OCDE, 2018) qui démontrent que la bonne performance enregistrée dans le domaine thématique du développement socio-économique de 2008 à ce jour dans 55 pays africains découle des performances satisfaisantes en matière de gouvernance et de gestion économiques ainsi que de gouvernance d'entreprise.

Par ailleurs, les résultats de la régression simple donnent un coefficient standardisé bêta des composantes (participation et transparence) de 0,649 contre 0,198 pour les deux autres composantes (efficacité et responsabilité). Ainsi, les deux premières composantes qui sont la participation et la transparence sont celles qui influencent le plus le développement durable dans la ville d'Abidjan. Cette influence est alimentée par la confiance des citoyens envers les pouvoirs publics. Ces résultats corroborent les conclusions obtenues à l'issue des études menées par (IFDD, 2022 : 1 ; Yeo, 2021 : 12) et (Murtin, Siegerink, Aassve, Algan, Boarini, Gonzalez, Nabulega & Uwizeyimana, 2019).

A l'issue des études on note d'une part qu'il y a une relation positive et significative entre les composantes de la bonne gouvernance et les technologies de l'information (corrélation de Pearson comprise entre 0,466 et 0,656), et d'autre part entre les innovations technologiques et le développement durable (corrélation de Pearson de 0,516). Ces résultats confirment ceux de l'analyse qualitative à savoir l'effet positif de la bonne gouvernance sur le développement durable par l'intermédiaire des innovations technologiques. La bonne gouvernance apparaît comme un outil précurseur de la croissance économique et du développement durable (Meisel & Ould Aoudia, 2008 : 1179). Ces auteurs confirment au même titre que nos résultats le rôle prépondérant de la bonne gouvernance comme une solution qui impulse le développement durable.

Toutefois l'application des principes de la bonne gouvernance doit se faire en tenant des spécificités des pays pour espérer des résultats probants sur le développement durable (Meisel & Ould Aoudia, 2008 : 1165 ; Régnier, 2007 : 73).

En tout état de cause, la bonne gouvernance reste un levier de promotion de bonnes pratiques de gestion susceptibles d'enranger un développement plus responsable, donc durable via les technologies de l'information.

### **Conclusion**

Il s'agissait à travers cette recherche d'analyser l'effet de la bonne gouvernance sur le développement durable à Abidjan avec comme variable médiatrice les innovations technologiques.

Au plan méthodologique, une démarche à la fois qualitative et quantitative a été adoptée. Le guide d'entretien et le questionnaire ont été utilisés comme instruments de collecte de données. D'une durée de trois semaines, les études ont concerné cent deux acteurs ayant un lien avec la problématique du développement durable à Abidjan. Pour le traitement des données recueillies in situ, deux méthodes ont été utilisées. L'analyse de contenu a permis d'apprécier les données de l'étude qualitative. Pour l'analyse des données quantitatives, les statistiques descriptives et l'ACP ont été utilisées. Les résultats montrent que la bonne gouvernance est caractérisée par quatre composantes principales : la participation, la transparence, l'efficacité et la responsabilité. Selon les résultats des statistiques descriptives et de l'ACP, l'indice de corrélation de Pearson entre les composantes principales de la bonne gouvernance et les technologies de l'information varie de 0,466 à 0,656. Ces données montrent qu'il existe une relation positive et significative entre les composantes de la bonne gouvernance et les technologies de l'information qui engendrent une prise de conscience des parties prenantes sur la problématique de la protection de l'environnement. Les hypothèses 1 et 2 sont ainsi vérifiées. Par ailleurs, on note l'existence d'un lien positif et significatif entre les innovations technologiques et le développement durable, source d'un développement économique inclusif et responsable. En effet, avec une corrélation de Pearson de 0,516, cette relation confirme l'hypothèse 3.

Cette recherche propose des pistes de solutions en matière de gouvernance environnementale urbaine en encourageant une gestion participative et inclusive des parties prenantes. Elle invite également les gouvernants à la promotion du principe de reddition des comptes dans la gestion publique. Afin de capitaliser les acquis de cette étude, les différentes parties prenantes sous l'impulsion des ministères impliqués dans la gestion publique doivent veiller à appliquer les dispositions prévues par les différents textes en vigueur sur la gouvernance et l'environnement. L'application de ces dispositifs doit assurer à la Côte d'Ivoire, un

développement harmonieux et inclusif respectant les engagements du pays en matière de réduction des gaz à effet de serre.

Au plan managérial, la prise en compte des résultats de notre recherche et des recommandations peut permettre aux parties prenantes des questions environnementales une prise de conscience à même de favoriser des actions éco-citoyennes. Ce faisant, les gouvernants pourraient mieux définir un cadre stratégique qui promeut la bonne gouvernance de sorte à impulser un développement plus inclusif en introduisant dans la gestion des affaires publiques les principes de participation, de redevabilité et de contrôle citoyen.

Au plan scientifique, notre étude peut contribuer à l'approfondissement des connaissances sur les questions environnementales dans les agglomérations africaines via les technologies de l'information et de la communication.

Toutefois, le recours aux innovations technologiques expose les acteurs et l'environnement à des risques importants. En effet, le rôle prépondérant des technologies de l'information et de la communication dans l'atteinte du développement durable est en partie remis en cause car ces technologies contribuent au réchauffement climatique. Forte consommation d'électricité, production de gaz à effet de serre, les e-déchets, la non effectivité du zéro papier sont autant de griefs faits à l'usage des innovations technologiques.

Comme tout travail scientifique, cette recherche présente quelques limites notamment la faible taille de l'échantillon, la non prise en compte de certains enjeux relatifs à la bonne gouvernance et son effet sur le développement durable dans les agglomérations comme Abidjan. L'étude menée ici sur l'effet de la bonne gouvernance sur le développement durable reste une contribution à la question. C'est pourquoi, dans la perspective de recherches futures, on pourrait s'interroger sur la place du contrôle citoyen dans la gouvernance publique en Côte d'Ivoire, l'influence de la bonne gouvernance sur la croissance économique ivoirienne ou la problématique d'une formation citoyenne des populations dans un contexte de recours massif aux technologies de l'information.

## BIBLIOGRAPHIE

Agoh, D. K. P., & Augustin, M. K. (2016). Analyse agroclimatique de la zone cacaoyère en Côte d'Ivoire. *Revue de Géographie de l'Université Ouaga / Pr Joseph KI-ZERBO*, Vol. 2, 45-68.

Banque mondiale (2017), *Rapport sur le développement dans le monde : La gouvernance et la loi*. Groupe de la Banque mondiale, Washington, DC.

Banque mondiale (2023), *Rapport national sur le climat et l'environnement*. Groupe de la Banque mondiale, Washington, DC.

CDDG (2021). *Etude sur l'impact de la transformation numérique sur la démocratie et la bonne gouvernance*, CDDG, Strasbourg.

Chaloux, A., Simard, P. (2021). La gouvernance environnementale mondiale : évolution et enjeux. *Revue québécoise de droit international*, H-S 2, 213-233.

Chavance, B. (Eds.). (2007). *L'économie institutionnelle*, Paris : La Découverte.

CNS (2002), *Rapport annuel d'activités*, MIS, Abidjan.

Coase, R. H. (1993). *The nature of the firm (1937)*. WILLIANSO, OE; WINTER, SG.

Coulibaly, M., Eba Konin, A. & Anoh, K. P. (2018). Analyses des conséquences économiques et sanitaires de l'assainissement public dans la ville d'Abidjan (Côte d'Ivoire). *Revue Espaces Territoires et Santé*, 1(2), 109-125.

Diarra, G. & Plane, P. (2012). La Banque mondiale et la genèse de la notion de bonne gouvernance. *Mondes en développement*, 2(158), 51-70.

Dongo, K., Kouamé, F. K., Koné, B., Bièm, J., Tanner, M., & Cissé, G. (2009). Analyse de la situation de l'environnement sanitaire des quartiers défavorisés dans le tissu urbain de Yopougon à Abidjan, Côte d'Ivoire. *Vertigo-La revue électronique en sciences de l'environnement*, 8(3), 1-11.

Greif, A. (2004). Impersonal exchange without impartial law: the community responsibility system. *Chi. J. Int'l L.*, 5, 109.

Hair, J. F., Anderson, R. E., Tatham, R. L. et Black, W.C. (Eds.). (1988). *Multivariate data analysis*. New Jersey, NJ: Printice-Hall.

Hermet, G. (1998). *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, 3e édition, Paris, Armand Colin.

HILMI, Y., FATINE, F. E., AJARRAR, N., & BELKBIRA, F. (2020). La pratique de la gouvernance d'entreprise dans la période de crise du Covid-19. *Quelles reconfigurations Economiques, Managerielles et Culturelles à l'Epreuve du COVID*, 19, 66.

IFDD (2022), *L'État de la participation citoyenne pour le développement durable* [Sous la direction de E.L. Ngo-Samnick]. IFDD, Québec, Canada, 92 p.

Johnstone, N., Agrawala, S., & Cornago, E. (2019). Using digital technologies to improve the design and enforcement of public policies.

Jotia, A. (2018). The role of social media in freeing Botswana from state control of the media. *Journal of contemporary African Studies*, 36(2), 264-278.

- Jouve, B. (2007). La gouvernance urbaine: vers l'émergence d'un nouvel instrument des politiques? *Revue internationale des Sciences Sociales*, (3), 387-402.
- Kahne, J. & Bowyer, B. (2018). The Political Significance of Social Media Activity and Social Networks. *Political Communications*, 35(3), 470-493.
- Kaufmann, D. et Kraay, A. (2007). "Governance indicators : where are we, where should we be going ?", *Forthcoming world bank research observer*, Paper n° 4280.
- Kitene, F. T. (2018). La Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance: défis et perspectives. *African Journal of Democracy and Governance*, 5(3), 43-66.
- Körner, K. (2019). Digital politics: AI, big data and the future of democracy. *EU Monitor: Digital Economy and Structural Change*, August.
- KOURAD, H. (2024). Une bonne gouvernance pour un tourisme en perspective du développement durable, *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 5(5), 176 –193. <https://www.revuefreg.fr/index.php/home/issue/archive>
- Lacroix, I. (2012) ; Saint-Arnaud, P-O. La gouvernance : tenter une définition, *Cahiers de recherche en politique appliquée*, 4(3).
- Läderach, P., Martinez-Valle, A., Schroth, G., & Castro, N. (2013). Predicting the future climatic suitability for cocoa farming of the world's leading producer countries, Ghana and Côte d'Ivoire. *Climatic change*, 119(3-4), 841-854.
- LeBlanc, A. B., Monteferrante, E., & Verreault, G. (2021). Écosystème de gouvernance et technologie: une source d'innovation ou de confusion ? *Éthique publique. Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale*, 23(2).
- Le Galès, P. (2004). Gouvernance, in : Laurie BOUSSAGUET et coll. (Dir.) : *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris : Presses de Sciences Po, 242-250.
- MAEP (2019). Promouvoir les valeurs communes de l'Union Africaine, AGA, Johannesburg.
- Meisel, N., & Ould Aoudia, J. (2007). La «bonne gouvernance» est-elle une bonne stratégie de développement ? *Document de travail de la DGTPE*, (2007/11).
- Meisel, N., & Ould Aoudia, J. (2008). L'insaisissable relation entre « bonne gouvernance » et développement. *Revue économique*, 59 (6), 1159-1191.
- Murtin, F., Fleischer, L., Siegerink, V., Aassve, A., Algan, Y., Boarini, R., Gonzalez, S., Nalubega, T., & Uwizeyimana, D. E. (2019). Public sector monitoring and evaluation in the Fourth Industrial Revolution: Implications for Africa. *Africa's Public Service Delivery and Performance Review*, 7(1), 1-12.
- N'Da, K. C. (2016), Variabilité hydroclimatique et mutation agricole dans un hydrosystème anthropisé : l'exemple du bassin versant du Bandama en Côte d'Ivoire. Unpublished doctoral dissertation, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire, 305 P.
- OCDE (Eds.). (2017), *Institutions supérieures de contrôle des finances publiques et bonne gouvernance : Supervision, conseil et prospective*, Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique, OCDE, Paris.
- OCDE (Eds.). (2019), *Equal Access to Justice for Inclusive Growth: Putting People at the Centre*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2018), Trust and its determinants: Evidence from the Trustlab experiment, OCDE, Paris.

OCDE, (Eds.). (2021), Cadre d'action en matière de bonne gouvernance publique : Éléments fondamentaux pour le bon fonctionnement des administrations publiques, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/0ad89895-fr>.

Osborne, S. P. & Brown, L. (2013). L'innovation dans les services publics : gouvernance plutôt que gestion des risques. *Télescope*, 19(2), 87–96.

Otando, G. (2011). Institutions, gouvernance et développement économique : problèmes, réformes et orientation de l'économie gabonaise. *Marché et organisations*, 1(2), 129-166.

Otando, G., & Uzunidis, D. (2011). Le renouveau des théories du développement Institutions et bonne gouvernance. *Recherches internationales*, 90(1), 9-30.

Peter, A. (2020). L'évaluation de la gouvernance en Afrique sous l'influence des technologies et innovations transformatrices et du big data. *eVALUation Matters*, 56-64.

Régnier, P. (2007). Histoire de l'industrialisation et succès asiatiques de développement : une rétrospective de la littérature scientifique francophone. *Mondes en développement*, 139(3), 73- 96.

Uzunidis, D., & Yacoub, L., (2008). Le développement dans la mondialisation : crise de la gouvernance mondiale et retour de l'État. *Recherches internationales*, 84(1), 105-132.

Yenikoyé, A. I. (2007). *Gouvernance et gouvernométrie*. Paris, L'Harmattan.

Yeo, W. B. (2021). *Gouvernance et réforme de l'Etat: cas de la réforme administrative et la réforme du secteur de la sécurité en Côte d'Ivoire (Doctoral dissertation, Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan (Côte d'Ivoire))*.